



La Russie de Poutine est un triangle des Bermudes

Jean-Hervé Bradol

Interview publiée dans Le Figaro le 10 février 2003

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Le président de Médecins sans frontières évoque les difficultés des organisations humanitaires qui oeuvrent en Tchétchénie

« La Russie de Poutine est un triangle des Bermudes »

LE FIGARO. Que pensez-vous de la disparition de la Tchétchénie des priorités diplomatiques occidentales, vous dont l'organisation reste en première ligne dans le Caucase ?

Jean-Hervé BRADOL : C'est inquiétant, mais nous y sommes habitués, car depuis trois ans que le conflit a repris, il n'y a jamais eu de pression internationale forte pour réduire la violence subie par la population civile. Pourtant, cette violence ne cesse de déborder, notamment sur les organismes d'aide internationaux. Elle s'est soldée pour Médecins sans frontières par quatre enlèvements depuis 1996 et de nombreuses attaques de nos bureaux. Nous sommes sans nouvelles de notre chef de mission néerlandais au Daguestan Arjan Erkel, disparu le 12 août dernier à Makhatchkala sans laisser de traces. Nous ne savons même pas s'il est toujours vivant. Les enquêteurs ne produisent aucun résultat.

Il est clair qu'il y a déficience des responsabilités de l'Etat russe, un Etat constitué qui a obligation d'assurer la sécurité sur son territoire.

Le fait que des ressortissants nationaux et internationaux puissent disparaître en aussi grand nombre et aussi mystérieusement sur le territoire d'un Etat membre du Conseil de sécurité est tout à fait anormal ! Le Caucase russe est devenu un triangle des Bermudes et c'est le président Vladimir Poutine qui en est le président. Que cela suscite aussi peu d'émoi dans les relations diplomatiques s'apparente à une forme de passivité. Nous attendons un sursaut diplomatique, un sursaut de dignité collective.

Qui a intérêt à décourager les organisations humanitaires présentes au Caucase ?

Sur l'enlèvement d'Arjan, nous avons tout un tas de pistes, allant du conflit interpersonnel, au crime crapuleux en passant par des motifs d'ordre politique. Depuis huit ans que nous sommes sur le terrain caucasien, nous avons été frappés par des groupes purement criminels, des groupes de la résistance indépendantiste, mais aussi des groupes des services de sécurité russes. Sur le cas d'Arjan, règne la plus totale confusion et aucun élément ne nous permet de conclure dans un sens ou dans un autre. Voilà pourquoi nous interpellons M. Poutine en visite à Paris. L'ONU, l'Union européenne, ont été saisies du dossier, le ministre des Affaires étrangères français également.

MSF a moins communiqué que d'habitude sur le dossier. Pourquoi ?

C'est lié à la peur. Faire de l'humanitaire en Tchétchénie n'a jamais été une promenade de santé, mais on a de plus en plus peur. Peur d'agir sur le terrain et de se faire enlever. Peur de s'exprimer sur le conflit car les belligérants sont ultra violents et qu'une parole malheureuse peut avoir des conséquences fatales, quand on a un camarade porté disparu.

On ne peut pas dire que la liberté d'expression sur la politique russe ait progressé ces deux dernières années ! Les journalistes moscovites le disent eux-mêmes et l'affaire de l'enlèvement du journaliste Andreï Babitski en 2000 a été à cet égard emblématique du fait que la violence contre ceux qui parlent haut peut venir des forces de sécurité russes, chargées en principe de faire régner l'ordre. Journalistes, secouristes, diplomates, civils, tout le monde a peur.

Malgré la prise d'otages de la Dubrovka, les diplomates occidentaux affirment que la Russie de Poutine se stabilise...

Je ne suis pas spécialiste mais je vois que cet argument de la stabilisation politique est utilisé par tous nos interlocuteurs occidentaux pour justifier leur passivité sur la question de la répression contre les civils en Tchétchénie. Les Russes parlent même sérieusement d'élections démocratiques dans la république mais comment mettre cela en parallèle avec le climat d'insécurité totale et de guerre que je vous décris ? C'est la méthode Coué appliquée à la politique !

**Propos recueillis par Laure Mandeville
Interview publiée dans Le Figaro, 10 février 2003**